

# Le Canada aux Nations Unies

## Le multilatéralisme

### Une vocation et un réflexe

L'évolution de la politique étrangère du Canada découle de sa volonté d'équilibrer davantage ses relations avec les autres pays. Jusqu'au début du siècle, les relations internationales du Canada étaient essentiellement tournées vers son voisin du sud, vers le Royaume-Uni et la France, pays avec lesquels il a des liens historiques, ainsi que vers les pays d'Europe d'où venaient de plus en plus ses immigrants et, en conséquence, son tissu social et culturel.

Au fur et à mesure que le Canada acquit une plus grande indépendance politique, ces relations se révélèrent trop peu nombreuses. Les Canadiens réalisèrent qu'ils étaient en mesure de participer de façon plus importante aux affaires internationales et d'apporter une contribution positive à la paix et à la sécurité dans le monde. Ils adoptèrent avec empressement l'idée d'une Organisation des Nations Unies et participèrent activement à sa création et à la rédaction de sa Charte.

Au cours des deux décennies qui suivirent, le Canada devint un partisan actif du multilatéralisme et prit conscience de la contribution qu'il pouvait apporter en tant que puissance moyenne respectée. Il fut en mesure d'agir avec efficacité lorsqu'il fallut fournir des secours à l'Europe ravagée par la guerre et contribuer à son redressement. Puissance moyenne, il l'était aussi de par ses positions modérées et raisonnables sur les nombreuses questions qui étaient posées à l'ONU, telles que la décolonisation, le désarmement et les diverses menaces à la paix.

Le Canada acquit une grande réputation de médiateur efficace et de conciliateur. Ses bons offices sur de nombreuses questions difficiles posées à l'ONU furent aussi très appréciés. Par exemple, en 1955, le Canada conduisit « la révolte des petites puissances » qui permit de briser l'impasse qui empêchait l'admission de nouveaux membres.

Depuis plusieurs années, le Canada peut faire état d'un bilan très important en matière d'aide au développement et d'autres formes de coopération Nord-Sud. Lorsqu'au cours des dernières années les Nations Unies ont fait face à une crise financière, le Canada a présenté toute une gamme de solutions innovatrices et a appuyé avec vigueur toutes les tentatives faites pour réaliser une réforme efficace. Mais par-dessus tout, il s'est attaché à équilibrer sa politique étrangère. Pour ce faire, il a noué des relations commerciales et diplomatiques avec des pays du monde entier et il a participé aux activités du plus grand nombre d'organismes internationaux et de regroupements de pays possible.

Le Canada est le seul pays qui soit à la fois membre du Commonwealth, de la Francophonie, de l'OCDE et du groupe des Sept pays industrialisés. Il participe activement aux institutions financières internationales de chaque région du monde. Il a également cherché à nouer des relations spéciales, à titre d'observateur ou d'associé extérieur, avec divers organismes régionaux tels que l'Association des pays de l'Asie du sud-est (ANASE), la Communauté économique européenne (CEE) et l'Organisation des États américains (OEA). Ses participations multiples lui ont donné la

stature d'un pays capable de favoriser la compréhension mutuelle et de trouver des solutions aux problèmes les plus sérieux qui menacent la sécurité internationale.

### Le Canada accueille le monde

Cette stature s'est révélée tout récemment lorsqu'un très grand nombre de chefs d'État se sont rencontrés au cours de trois sommets dont l'hôte était le Premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney.

En septembre 1987, 40 chefs d'État et de gouvernement de pays ayant en commun l'usage du français se sont rencontrés à Québec et se sont penchés sur un ensemble de questions économiques et politiques internationales.

■ **Le Premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, entouré de chefs de gouvernements lors du Sommet du Commonwealth à Vancouver en 1987.**

